

Crise énergétique - "La Wallonie fera sa part", réaffirme Elio Di Rupo - l'opposition reste sur sa faim

(BELGA) = "Notre marge de manoeuvre est limitée mais ça ne nous décourage pas. La Wallonie fera sa part" pour lutter contre la flambée des prix énergétiques, a réaffirmé le ministre-président régional, Elio Di Rupo, mercredi, au cours du débat extraordinaire organisé sur le sujet au parlement wallon. L'opposition, qui n'a de cesse de dénoncer "l'inaction" de l'exécutif, est quant à elle restée "sur sa faim" face aux "mesurettes" annoncées.

"La Région aidera les familles et les entreprises en fonction de ses compétences et de ses capacités financières. L'idéal, c'est évidemment un paquet coordonné de mesures prises par l'Union européenne, le fédéral et les Régions dans les limites de leurs compétences", a répété Elio Di Rupo alors que son gouvernement a décidé, hier/mardi, d'un premier train de mesures destinées à soutenir les ménages (prolongation du tarif social, moratoire sur les expulsions hivernales, suspension des coupures électriques en novembre et décembre,...).

"Le noeud du problème se trouve chez les producteurs. C'est là qu'il faut agir et pour ce faire, c'est l'Union européenne qui est la plus pertinente", a-t-il ajouté en citant des chiffres de la Cwape, le régulateur wallon du secteur, selon lesquels 82% de la facture de gaz relèvent des producteurs (russes, norvégiens, qataris, algériens, etc) et 11% sont liés au transport et à la distribution. "Le reste comprend les redevances de voirie pour les communes, le tarif social des clients protégés, les compteurs à budget et les raccordements standards gratuits", a détaillé le ministre-président.

Quant à l'électricité, le coût imposé par les producteurs représente plus de 60% du prix total de la facture, auxquels s'ajoutent 20% pour les frais de transport et de distribution.

Malgré cette marge de manoeuvre limitée, la Région doit prendre "des mesures additionnelles", a toutefois reconnu Elio Di Rupo. "Nous sommes à l'aube d'une grave crise, une des plus importantes depuis la fin de la 2ème guerre mondiale. Notre devoir est donc de prendre des mesures supplémentaires. Certaines ont déjà été prises, avec notamment 2 milliards dégagés pour les rénovations énergétiques, mais je suis convaincu que nous devons aller plus loin", a-t-il encore estimé.

"La Wallonie a déjà pris des mesures d'urgence et elle en prendra encore en adéquation avec ses compétences. Mais ce que les citoyens demandent également, ce sont des solutions à long terme, seul moyen d'assurer l'avenir de la Région", a abondé le ministre wallon de l'Energie, Philippe Henry.

L'opposition, elle, reste sur sa faim. "Il y a une série de mesures pour les plus fragiles mais ce n'est qu'un pansement sur ce qui nous préoccupe tous: comment les citoyens vont-ils payer leur facture?" a ainsi réagi le chef de file des Engagés, François Desquesnes. "On est vraiment sur des annonces. Nous avons demandé au gouvernement de se bouger et là, il n'y a que son petit doigt qui a frémé", a-t-il conclu.

"